

LA QUESTION DU JOUR

La France doit-elle recevoir le dalaï-lama ?

Hélène Le Bail

Chercheuse
à l'Institut français
des relations internationales

Une rencontre entre Nicolas Sarkozy et le dalaï-lama, qui est attendu en France en août, aurait des « conséquences graves » sur des relations franco chinoises qui « commencent à s'améliorer », a assuré mardi l'ambassadeur de Chine à Paris, Kong Quan, qui a été convoqué hier au ministère des affaires étrangères. Le président français a confirmé hier sa participation à la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin le 8 août.

« Quand un chef d'État occidental – comme cela a été le cas pour le premier ministre britannique, le président américain ou la chancelière allemande – reçoit le dalaï-lama, certains dirigeants chinois

peuvent exprimer des réactions verbales. Mais il n'y a pas eu de menaces concrètes sur des annulations possibles de contrats. Le gouvernement chinois sent que l'impact et la pression que peuvent faire peser les gouvernements étrangers sur la question tibétaine ne sont pas très importants. Pas un pays ne soutient une indépendance éventuelle du Tibet. Quand la Ville de Paris décide de faire du dalaï-lama un citoyen d'honneur, ou quand un dirigeant étranger le reçoit, les médias en Chine rendent compte de l'événement.

Ces démonstrations exaspèrent une opinion publique très patriote qui voit là la preuve de l'inconséquence des gouvernements

occidentaux. Les Chinois ont du mal à comprendre que l'on puisse donner une quelconque valeur à la personne du dalaï-lama. La vision partagée est que l'armée de libération populaire a délivré

« Les Chinois ont du mal à comprendre que l'on puisse donner une quelconque valeur au dalaï-lama. »

le peuple tibétain en 1959 de l'emprise d'une culture féodale, où se mêlaient politique et religion. Les Chinois considèrent aussi que cette région bénéficie de certains privilèges, comme celui de permettre aux couples d'avoir plusieurs enfants, ce qui n'est pas le cas pour le reste de la Chine.

Si Nicolas Sarkozy reçoit le dalaï-lama en août, il le fera sans doute en tant que représentant d'un courant religieux et non comme représentant d'un gouvernement en

exil. C'est là l'ambiguïté du dalaï-lama. S'il voulait obtenir une plus grande autonomie pour le Tibet, il faudrait, pour la Chine laïque, que la séparation entre le religieux et le politique soit claire. La question du Tibet n'est pas du tout annexe pour les Chinois. La moindre instabilité de cette région pourrait avoir des conséquences sur d'autres minorités, notamment celles turcophones du Xinjiang, et bousculer ainsi l'intégrité du territoire chinois. Avant les Jeux, la Chine fait bonne figure en renouant le dialogue avec Taïwan et avec le Tibet. Reste à savoir ce qui se passera après les Jeux. En l'état actuel, la proposition du dalaï-lama est inacceptable pour les Chinois, car son projet d'autonomie est pour eux une indépendance cachée. »

RECUEILLI PAR
PIERRE COCHEZ